

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2018

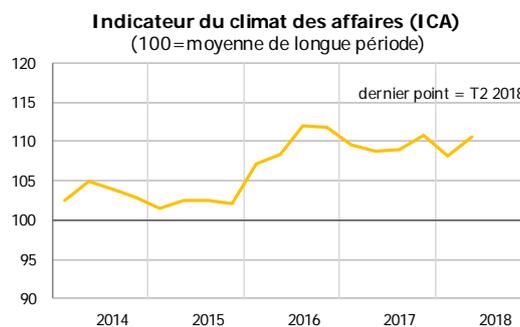
LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Rebond de l'ICA

Si le contexte préélectoral des premiers mois de l'année a pesé sur l'ICA, ce dernier se redresse au deuxième trimestre : en hausse de 2,9 points, il atteint 111,1 points, toujours au-dessus de sa moyenne de longue période.

Ce niveau élevé de l'ICA traduit la confiance des entreprises, qui affirment leurs intentions d'accroître leurs effectifs ainsi que leurs investissements.

La consommation des ménages se stabilise au deuxième trimestre 2018, comme le laisse paraître l'évolution modérée du montant des importations.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

T
E
N
D
A
N
C
E
S

CONJONCTURE RÉGIONALE

Au cours du premier semestre 2018, les tensions commerciales et géopolitiques, ainsi que la montée du dollar, apparaissent comme des menaces tangibles pour la croissance mondiale et plus particulièrement pour certains pays émergents très endettés en monnaie américaine, telle l'Indonésie.

À plusieurs reprises déjà en 2018, la Banque Centrale d'Indonésie a dû relever ses taux directeurs pour soutenir la roupie. Toutefois, la croissance économique du pays demeure solide comme en témoigne la hausse du PIB de 4,2 % au deuxième trimestre, après un repli de 0,4 % sur les trois premiers mois de l'année. En rythme annuel, sa progression est de 5,3 % (+5,1 % au trimestre précédent), la plus forte depuis fin 2013. Elle est impulsée par la bonne orientation de la consommation des ménages (+5,1 %), des dépenses publiques (+5,3 %, contre +2,7 % au premier trimestre) et de l'investissement (+5,9 %), moins dynamique cependant qu'en début d'année (+8 %). La demande externe, en revanche, contribue négativement, les exportations (+7,7 %) augmentant moins que les importations (+15,1 %).

Pour les pays OCDE de la zone Pacifique, Australie et Nouvelle-Zélande, la conjoncture demeure favorable, accompagnée de politiques monétaires encore accommodantes.

Lors de sa déclaration de politique monétaire d'août, la RBA, banque centrale d'Australie, a maintenu ses taux directeurs et sa prévision de croissance du PIB à +3 % pour 2018. Le marché du travail est dynamique, avec un taux de chômage stable à 5,4 % en juin et en juillet, et une inflation cantonnée dans la fourchette de 2-3 % ciblée par la RBA. En effet, au deuxième trimestre, l'indice des prix à la consommation progresse de 2,1 % en rythme annuel.

La RBNZ, banque centrale de Nouvelle-Zélande, a également opté pour un statu quo en matière de taux à l'issue de sa réunion du 9 août 2018. Alors que le PIB néo-zélandais affichait seulement +0,5 % au premier trimestre, après +0,6 % sur les deux derniers trimestres 2017, en raison de la stagnation de la consommation des ménages (+1,1 % au quatrième trimestre 2017), la plupart des analystes s'attendent à une embellie d'ici à la fin de l'année. L'inflation est contenue, l'indice des prix à la consommation enregistrant +1,5 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2018. Enfin, le taux de chômage est de 4,5 % en juin 2018 (4,8 % un an plus tôt), proche de son niveau incompressible.

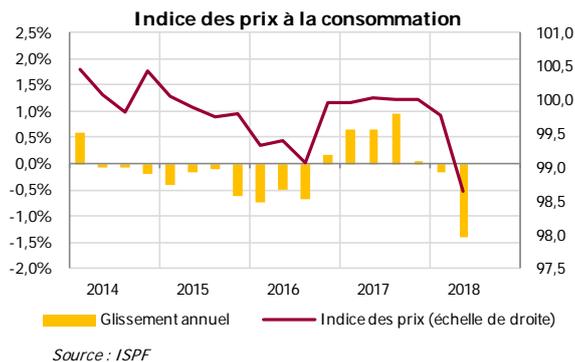
Sources : Statistics New Zealand, Australian Bureau of Statistics, Reserve Bank of Australia, Reserve Bank of New Zealand, Statistics Indonesia.

Baisse des prix à la consommation

Stable au premier trimestre 2018, l'indice des prix à la consommation (IPC) recule de 1,1 % au suivant, impacté par la forte baisse des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées (-3,9 %).

En glissement annuel, l'IPC affiche un repli de 1,4 %, entraîné par le même poste (-4,9 %). Dans le détail, ce sont les prix de la viande (-1,1 %), des légumes (-4,6 %) et surtout des produits de la mer (-25,4 %) qui impriment l'évolution.

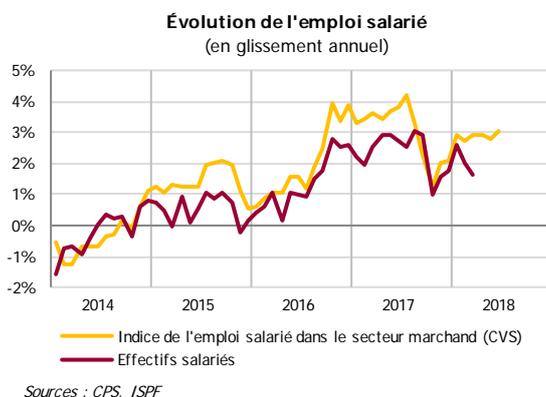
L'évolution globale annuelle est toutefois atténuée par la hausse des postes logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+0,8 %), hôtellerie restauration (+1,2 %) et transports (+1,6 %).



Emploi en hausse

Au premier trimestre 2018, les effectifs salariés déclarés à la CPS atteignent 63 537, en hausse de 1,7 % sur l'année. Tous les secteurs sont affectés, plus particulièrement les secteurs primaire et secondaire.

Cet élan semble se confirmer au deuxième trimestre, car l'indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand, indicateur avancé de l'emploi, est en progression annuelle de 3 % (CVS) en juin. Dans le détail, on observe que les évolutions les plus significatives sont celles de l'industrie (+5,6 %) et de la construction (+4,3 %).

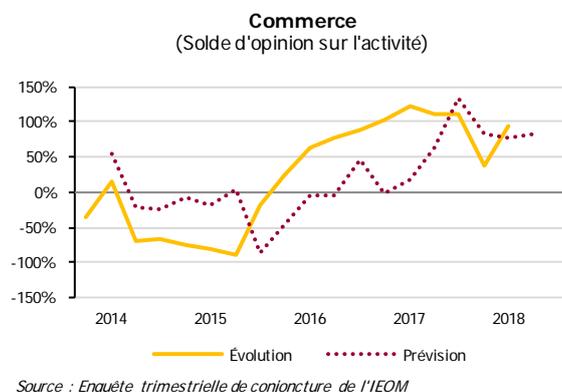


Une consommation des ménages stable

Les dirigeants du commerce s'estiment satisfaits de leur courant d'affaires au deuxième trimestre. Ils anticipent une nouvelle amélioration de leur activité pour le prochain trimestre qui devrait justifier une poursuite des embauches.

L'encours des crédits à la consommation demeure stable, +0,3 % sur l'année. Mais la production de crédits à la consommation s'inscrit néanmoins en hausse, +4,5 % sur l'année, pour atteindre 14 milliards de F CFP.

Tandis que les importations de biens de consommation et d'équipement s'inscrivent en léger repli ce trimestre respectivement de -0,8 % et de -1,8 % (CVS), les importations de biens alimentaires augmentent de 3,1 % (CVS).



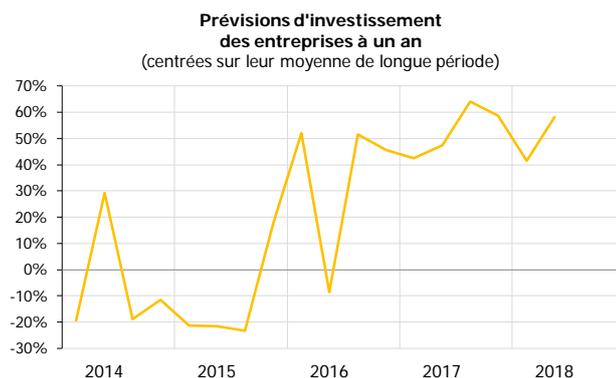
Après une baisse importante au premier trimestre 2018 (-32,1 % CVS), les immatriculations de voitures neuves rebondissent au deuxième trimestre 2018 : +20,8 % (CVS).

Les ménages soutiennent l'investissement

Au deuxième trimestre 2018, les ménages continuent de soutenir l'investissement. L'encours des crédits à l'habitat est en hausse de 4,7 % sur un an et la production de prêts immobiliers aux particuliers de 17,2 %, stimulée par le dispositif gouvernemental d'aide à l'investissement des ménages (AIM). Instauré en août 2014 pour les projets de construction et d'achat de logement, il a été élargi en décembre 2017 aux travaux d'aménagement et de réparation.

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEOM, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise à un an sont favorablement orientées et bien supérieures à leur moyenne de longue période.

La croissance de l'encours des crédits d'investissement se poursuit, +4,4 % en glissement annuel, après +3,4 % au premier trimestre 2018, tandis que la production de crédit à l'équipement enregistre une baisse de 26,2 %. Les importations de biens d'équipement diminuent (-3,8 % CVS) tout comme les importations de biens intermédiaires (-3,4 % CVS), mais les immatriculations de véhicules utilitaires neufs bondissent de 23,6 % (CVS) par rapport au premier trimestre 2018.



Source : Enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

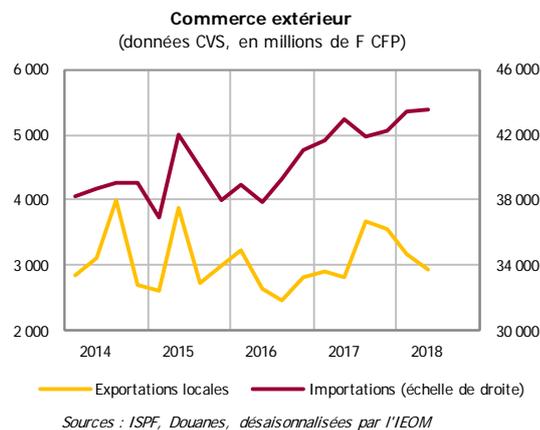
Les exportations locales en baisse

Au deuxième trimestre 2018, les importations sont relativement stables sur trois mois (+0,5 % CVS).

Le montant des exportations locales diminue de -7,6 % sur le trimestre (CVS). Ces dernières sont pénalisées par la baisse des recettes perlières (-5,8 % CVS) qui représentent les deux tiers du total.

Les tonnages exportés de poisson (+3,3 %, CVS), et de monoi (+12,4 %, CVS) ne compensent pas ceux de la vanille (-27,9 % CVS) et de la perle (-13,2 % CVS).

Le taux de couverture de l'économie polynésienne s'établit à 7,2 %, en baisse de 1,3 point sur le trimestre.



Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisées par l'IEOM

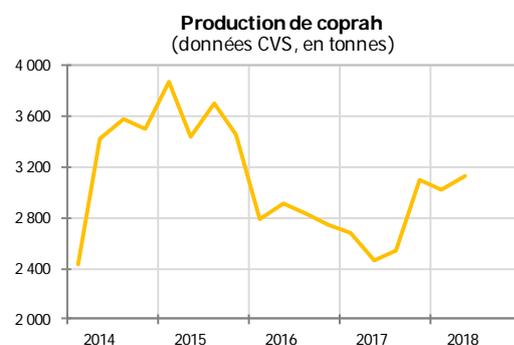
UNE CONJONCTURE PORTEUSE POUR LE COMMERCE ET LE BTP

Les chefs d'entreprise du **secteur de l'industrie** témoignent d'une activité en légère baisse ce trimestre avec des perspectives stables pour le trimestre suivant.

Les performances à l'export sont néanmoins satisfaisantes, la quantité de monoi exportée augmente de 70,7 % (CVS) et celle de produits agroalimentaires de 29,5 % en glissement annuel.

Après le ralentissement constaté au premier trimestre 2018, les chefs d'entreprise du **secteur primaire** font état d'une activité plus dynamique ce trimestre qui s'accompagne de prévisions d'investissement en hausse pour le prochain trimestre. Le volume de perles exportées est en hausse de 22,9 % sur l'année (+25,9 % en valeur) et la production de coprah augmente de 3,8 % (CVS) sur le trimestre.

Comme anticipé le trimestre précédent, les professionnels du **secteur des services marchands** ont joui d'un regain d'activité ce trimestre. La réduction des délais de paiement et l'amélioration de leur situation de trésorerie les mènent à formuler des anticipations favorables pour le prochain trimestre, tant sur le plan des embauches que sur celui des investissements futurs.



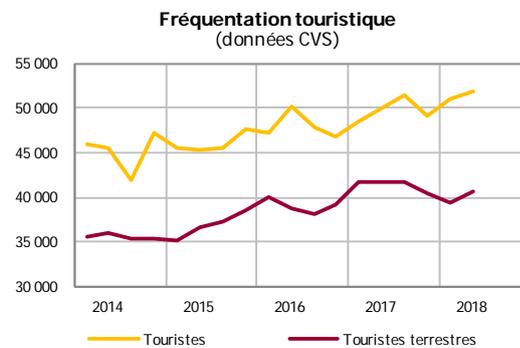
Source : CSPC, CVS IEOM

Après un premier trimestre en demi-teinte pour le secteur du **tourisme**, les hôteliers ayant répondu à l'enquête de conjoncture de l'IEOM demeurent peu satisfaits de leur activité ce trimestre et formulent des anticipations stables pour le suivant.

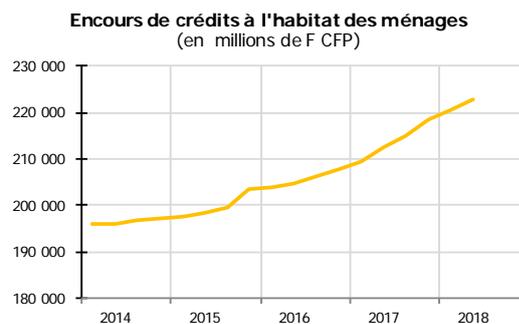
Malgré la hausse modeste du nombre de touristes (+1,5 % CVS) et du nombre de nuitées payantes (+6,3 % CVS) le coefficient moyen de remplissage n'évolue que de +0,4 point par rapport au premier trimestre 2018, le nombre de croisiéristes diminue quant à lui de 25,2 % par rapport au bon résultat du trimestre précédent.

Plutôt pessimistes au cours de l'année 2017, les responsables du **BTP** déclarent une nette amélioration de leur activité les deux premiers trimestres 2018 avec des anticipations toujours favorables pour le trimestre prochain. Dans ce contexte porteur, leurs prévisions d'investissement s'inscrivent en hausse tout comme leurs perspectives de recrutement.

La vigueur de l'immobilier continue de soutenir le bâtiment. En témoigne la croissance de l'encours des crédits à l'habitat, +4,8 % (223 milliards de F CFP) en glissement annuel et de la production de prêts immobiliers octroyés par les banques de la place, +17,8 % (8,6 milliards de F CFP contre 7,2 un an plus tôt).



Source : ISPF, désaisonnalisée par l'IEOM



Source : IEOM

UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE SOUTENUE BIEN QU'INÉGALE

Selon les « Perspectives de l'économie mondiale » du mois de juillet, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,9 % en 2018 et 2019, le FMI ayant revu à la baisse au deuxième trimestre les projections de croissance pour la zone euro, le Japon et le Royaume-Uni, en raison notamment des tensions commerciales croissantes. Toutefois, ces prévisions masquent des situations très hétérogènes selon les économies.

Aux États-Unis, le PIB a augmenté de 1,0 % à fin juin, après +0,5 % au premier trimestre 2018. Cette progression reflète l'accroissement combiné des dépenses de consommation des ménages et de l'investissement des entreprises. Le FMI table sur une croissance annuelle de +2,9 % puis +2,7 % en 2019.

Selon Eurostat, au deuxième trimestre, le PIB de la zone euro a crû au même rythme qu'en début d'année (+0,4 %). Alors que le taux de chômage s'établit à 8,2 %, soit son plus bas niveau depuis fin 2008, la reprise de l'inflation et le fléchissement du commerce extérieur ont pesé sur l'activité. La Commission européenne a légèrement révisé ses prévisions en abaissant la croissance prévue en 2018 à +2,3 %.

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, la croissance progresse faiblement, à un rythme identique à celui du premier trimestre 2018 (+0,2 %). L'économie a été fortement impactée par les mouvements de grève de transports. Les dépenses de consommation des ménages sont en léger recul (-0,1 % après +0,2 % au premier trimestre) tandis que l'investissement connaît un regain de +0,8 % après +0,2 % au premier trimestre. Face à des résultats plus faibles qu'attendu, le FMI réduit sa prévision de croissance pour la France de 2,1 % à 1,8 % en 2018.

La croissance de l'économie japonaise devrait s'établir à 1,0 % en 2018, après une contraction au premier trimestre en raison de la faiblesse de la consommation et de l'investissement privés. L'activité devrait s'affermir sur le reste de l'année et en 2019, portée par une augmentation de la consommation privée, de la demande extérieure et de l'investissement.

Les perspectives de croissance des pays avancés pour l'année 2018 sont similaires à celle de 2017 (+2,4 %), et s'établissent à +2,2 % pour 2019, tandis que celles des pays émergents et en développement s'établissent à 4,9 % (2018) et 5,1 % (2019). Les projections de l'Argentine, du Brésil et de l'Inde ont été révisées à la baisse pour 2018, alors que celles des pays exportateurs d'hydrocarbures se sont améliorées.

Sources : FMI, Insee, Eurostat, BEA, OCDE – données arrêtées à la date du 16 juillet 2018

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.ieom.fr, sous la rubrique « [Publications](#) ».

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Claude PERIOU – Responsable de la rédaction : Sophie NATIER

Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : septembre 2018 – Dépôt légal : septembre 2018 – ISSN 1968-6277